



Coopération Internationale



ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE, DANS LES DOM ET EN FRANCE HEXAGONALE

Webinaire CDA France / Afdi
20 janvier 2026



Agriculteurs français et
développement international



CHAMBRES
D'AGRICULTURE
FRANCE

Table des matières

Accompagner la résilience des organisations paysannes (OP) face au changement climatique	4
Application de la méthode de résilience au Togo	6
ClimaTerra – Accompagner l'adaptation des exploitations agricoles	7
Le projet Clim'action DOM – Développer un conseil climatique dans les Chambres d'agriculture des DROM.....	8
L'eau, un enjeu vital pour l'agriculture	10
Réhabilitation de l'accès à l'eau dans les parcelles dégradées à Madagascar. .	11
Exemple des actions menées avec Réseau SOA et ses OP membres	11
Gestion de l'eau et adaptation agricole face au changement climatique en Martinique.....	13
La basse pression gravitaire Une pression naturelle, une solution durable	15
Conclusion	16

Agriculture et changement climatique : vers une résilience systémique et partagée

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine mais une réalité quotidienne pour le monde agricole, qu'il s'agisse des plaines du Sahel, des territoires insulaires d'Outre-mer ou des zones méditerranéennes. Face à l'intensification des phénomènes extrêmes — sécheresses prolongées, inondations soudaines, cyclones — les agriculteurs sont contraints de dépasser la simple gestion de crise pour élaborer de véritables stratégies d'adaptation à long terme.

Ce webinaire a réuni des experts et des acteurs de terrain autour d'un objectif commun : accompagner la transition des exploitations vers la résilience. Les échanges ont mis en lumière que cette transformation repose sur trois piliers fondamentaux :

1. Des méthodologies structurées et participatives

La résilience se construit à partir des réalités du terrain. Qu'il s'agisse de la méthode AgriCord déployée en Afrique et à Madagascar par Afdi ou des projets Climaterra et Clim'action DOM portés par les Chambres d'Agriculture en France, l'approche privilégie le diagnostic partagé. L'enjeu est de libérer la parole paysanne, d'inclure les femmes et les jeunes et de transformer les observations locales en plans d'action stratégiques.

2. Le rôle des organisations paysannes (OP)

L'adaptation individuelle trouve ses limites là où commence la nécessité d'une réponse collective. Les interventions ont souligné l'importance de l'échelon institutionnel : les OP doivent réévaluer leurs services (approvisionnement, conseil technique) pour y intégrer une dimension climatique. Elles deviennent ainsi des outils de plaidoyer puissants capables d'orienter les investissements vers des infrastructures durables.

3. La gestion de l'eau, enjeu vital et politique

Au cœur de toutes les trajectoires de résilience se trouve la question de l'eau. Ressource de plus en plus erratique, elle nécessite une double approche :

- Technique : par l'optimisation de l'irrigation (basse pression gravitaire, goutte-à-goutte) et la réhabilitation d'infrastructures.
- Gouvernance : par une gestion communautaire (associations d'usagers, tours d'eau) pour prévenir les conflits d'usage et garantir un accès équitable.

Ces actes témoignent de quelques initiatives innovantes. De la restauration des sols dégradés à Madagascar à la création de guides de recommandations cycloniques dans les DROM, l'ambition est identique : transformer les méthodes expérimentales en services d'accompagnement standardisés et accessibles.

Accompagner la résilience des organisations paysannes (OP) face au changement climatique

Intervenante : Flore Ferraro, Chargée de mission chez Afdi

Introduction et contexte

Flore Ferraro a ouvert la séquence en rappelant que l'action d'Afdi (Agriculteurs français et développement international) se concentre aujourd'hui prioritairement sur la construction de la résilience climatique auprès des organisations paysannes partenaires. Bien que les défis climatiques ne soient pas un phénomène nouveau pour le monde agricole, notamment au Sahel, le constat est sans appel : les phénomènes extrêmes, tels que les sécheresses, s'intensifient et deviennent de plus en plus fréquents. Cette situation pousse les agriculteurs à sortir d'une simple gestion de crise pour élaborer de véritables stratégies d'adaptation à long terme.

Une méthodologie structurée : l'approche AgriCord

Pour accompagner ces réflexions, Afdi s'appuie sur une méthode rigoureuse élaborée au sein de l'Alliance AgriCord. Déjà éprouvée à Madagascar et au Togo, cette démarche est actuellement déployée dans d'autres pays comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Tchad ou le Rwanda. Elle se décline en deux étapes complémentaires visant à transformer les observations de terrain en plans d'action stratégiques.

I. La phase terrain : libérer la parole paysanne

Le premier volet consiste en un atelier participatif avec les producteurs à la base. L'objectif est d'identifier les aléas spécifiques auxquels ils sont confrontés (le plus souvent, sécheresses, inondations, vents violents), d'évaluer l'impact de ces risques sur leurs moyens de subsistance et leurs filières agricoles puis de réfléchir aux actions d'adaptation envisageables. À ce stade, les responsables définissent des "chaînes d'impact" pour chaque filière. Ce travail permet de déterminer précisément les leviers à actionner pour réduire les impacts.

L'animation repose sur des outils visuels et ludiques pour garantir l'accessibilité aux personnes non alphabétisées. Une attention particulière est portée à l'inclusion des femmes et des jeunes, afin que les options d'adaptation retenues ne soient pas seulement techniques, mais aussi sociales et représentatives de l'ensemble des membres de l'organisation.

II. La phase institutionnelle : le rôle de l'organisation paysanne

Le second atelier déplace la réflexion au niveau de la structure de l'organisation elle-même. Il s'agit ici d'approfondir les réflexions du premier atelier, d'analyser comment le changement climatique impacte les services que l'OP propose à ses membres et d'imaginer les nouveaux services à mettre en place. L'organisation procède aussi à une auto-évaluation de ses capacités selon cinq domaines clés, identifiant ainsi ses points faibles pour cibler les besoins en formation ou en recherche d'expertise externe.

Vers un plan d'action climat

L'aboutissement de ce processus est la création d'un plan d'action détaillé, centré sur une vision climatique. Ce document ne se contente pas de lister des activités ; il fournit un argumentaire solide qui permet à l'OP de s'intégrer dans les stratégies nationales et de solliciter des financements spécifiques auprès des bailleurs du climat. En évitant la "maladaptation" — c'est-à-dire des solutions qui pourraient nuire à d'autres acteurs à terme — ce plan devient un outil de plaidoyer puissant pour l'avenir de l'agriculture locale.

Documents :

Méthode Construction de la Résilience d'AgriCord : [BR-Manuals](#) — [Food and Forest Development Finland \(FFD\)](#) (documents disponibles en français, anglais et espagnol)

Contact : flore.ferraro@afdi-opa.org

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026



Afdi – Agriculteurs français et développement international

Association de solidarité internationale créée par des organisations professionnelles agricoles françaises (OPA) dont Chambres d'Agriculture France, Afdi soutient les agriculteurs familiaux dans leur volonté de vivre dignement de leur métier et d'assurer la pérennité des exploitations agricoles.

Ancrée dans le territoire français, Afdi s'engage en faveur des agricultures familiales, soutient les initiatives des organisations paysannes (OP) partenaires des pays du Sud, et sensibilise les professionnels du monde agricole et rural français à la solidarité et à la citoyenneté.

Afdi est partenaire de 66 d'organisations paysannes dans 19 pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes Orientales.

Fondée sur l'identité commune du métier de paysan et la réciprocité entre partenaires, l'action d'Afdi repose en priorité sur les échanges entre pairs.

Pour plus d'informations : www.afdi-opa.org

AGRICORD



L'Alliance AgriCord

AgriCord est une alliance mondiale d'agences agricoles mandatées par des organisations professionnelles agricoles, issues de pays d'Afrique, d'Asie, du Canada, de l'Union européenne et d'Amérique latine.

AgriCord a été créée en 2003 par huit agences agricoles dont Afdi pour la France.

Sa vision est de favoriser la viabilité économique des activités agricoles, dans le but d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs, de leurs familles et des communautés rurales dans lesquelles ils travaillent et vivent.

La mission d'AgriCord est de promouvoir et de renforcer les organisations paysannes, grâce à une approche entre pairs, à long terme et de manière structurelle, afin d'organiser les agriculteurs familiaux de manière efficace, efficiente, inclusive et démocratique afin de stimuler leur développement.

AgriCord établit des ponts entre ses agences agricoles membres et les organisations d'agriculteurs partenaires stratégiques. L'alliance agit également en tant qu'intermédiaire entre les partenaires financiers et les partenaires de mise en œuvre, avec pour rôle de consolider et de coordonner les activités et de gérer des programmes complexes afin d'obtenir des résultats probants pour les agriculteurs.

Pour plus d'informations : <https://www.agricord.org/en>

Application de la méthode Construction de la résilience au Togo

Intervenants : Albert Dossou-Togbé, chargé de mission Togo (Afdi) et Rony Etsé, coordinateur de l'Union des Agriculteurs de la région des Plateaux au Togo (UAR-P)

Introduction : Un contexte de vulnérabilité marqué

À la suite de la présentation méthodologique, les partenaires togolais ont partagé leur expérience concrète de mise en œuvre du plan de résilience. Le secteur agricole au Togo fait face à des défis climatiques majeurs qui menacent directement la sécurité alimentaire et les revenus des producteurs. L'application de la méthode AgriCord a permis de passer d'un constat d'impuissance à une stratégie d'action structurée autour de deux grandes étapes participatives.

I. Le diagnostic de terrain : Identifier les menaces réelles

Le premier atelier, mené directement avec les producteurs à la base, a permis de mettre en lumière les principaux aléas climatiques qui affectent la zone d'intervention de l'UAR-P.

- **Les aléas prioritaires** : trois phénomènes ont été identifiés comme ayant l'impact le plus dévastateur : les sécheresses prolongées, les inondations soudaines et les vents violents.
- **Les filières vulnérables** : les réflexions ont porté spécifiquement sur les cultures de rente et de subsistance les plus exposées, permettant de cibler les interventions là où le besoin est le plus criant.
- **L'analyse de la sensibilité** : les producteurs ont analysé les facteurs aggravants, tels que la dégradation des sols ou le manque d'accès à une eau maîtrisée, qui augmentent la vulnérabilité de leurs exploitations face aux chocs climatiques.

II. Le renforcement de l'organisation paysanne (OP)

Le second volet de l'intervention a souligné l'importance de l'adaptation institutionnelle. L'organisation paysanne a mené une introspection sur sa capacité à soutenir ses membres dans cette transition.

- **Révision des services** : L'UAR-P a réévalué ses services existants, comme l'approvisionnement en intrants ou le conseil technique, pour y intégrer une dimension climatique (par exemple, la promotion de semences à cycle court ou de techniques de conservation de l'humidité).
- **Auto-évaluation des capacités** : Grâce à l'outil de notation graphique (radar), l'organisation a pu identifier des besoins urgents en renforcement de capacités, notamment sur la collecte de données climatiques locales et la gestion financière des risques.

Conclusion et perspectives : Un plan d'action opérationnel

L'intervention s'est conclue sur la présentation du plan d'action résultant de ces travaux. Pour les partenaires togolais, ce document constitue désormais une feuille de route essentielle pour :

1. **Orienter les investissements** vers des infrastructures résilientes (petits barrages, brise-vent).
2. **Sensibiliser les membres** de façon continue grâce à des outils d'animation adaptés au contexte local.
3. **Mobiliser des ressources** auprès de l'État et des partenaires internationaux en présentant un argumentaire technique solide et issu du terrain.

Ce travail mené avec l'UAR-P a également été réalisé à une échelle régionale et consolidé à l'échelle nationale avec la CTOP, Coordination togolaise des organisations paysannes et des professionnels agricoles. La CTOP dispose ainsi d'une stratégie d'accompagnement de ses membres vers la résilience, véritable outil d'actions et de plaidoyer en faveur de l'action des OP en matière de résilience climatique.

Contact : cm.togo@afdi-opa.org

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026

ClimaTerra – Accompagner l'adaptation des exploitations agricoles

Intervenant : Jean Dismas de la Monneraye, Chargé de mission changement climatique (Chambres d'Agriculture France)

Introduction : une démarche expérimentale et multi-partenariale

Jean Dismas de la Monneraye a présenté le projet **ClimaTerra**, piloté depuis le 1 mars 2023 par Chambres d'Agriculture France. Il s'agit d'un projet exploratoire d'envergure, regroupant 4 réseaux agricoles (instituts techniques agricoles, La Coopération Agricole, enseignement agricole). L'ambition centrale est de concevoir et de tester sur le terrain une méthode d'accompagnement, à la fois individuelle et collective, pour aider les agriculteurs à adapter leurs exploitations aux dérèglements climatiques.

I. Une approche globale de l'exploitation

Le projet ClimaTerra se distingue par une vision systémique. Les conseillers intègrent une réflexion globale de l'exploitation via un angle d'attaque à 360° incluant adaptation et atténuation.

II. Les étapes de l'accompagnement ClimaTerra

La méthode testée repose sur un parcours structuré pour l'agriculteur :

1. **Le diagnostic de vulnérabilité** : identifier précisément comment l'exploitation est exposée aux aléas climatiques (gel, sécheresse, canicule) et quelle est sa capacité actuelle à y faire face.
2. **L'identification des leviers** : proposer des solutions concrètes et innovantes (choix de variétés, modification des pratiques culturales, travail du sol, gestion de l'eau, gestion du cheptel, investissements matériels, adaptation des bâtiments d'élevage...).
3. **Le plan d'action** : hiérarchiser ces solutions pour construire une trajectoire d'adaptation cohérente à court et moyen terme.

III. Un déploiement sur le terrain et dans l'enseignement agricole

Le projet a déjà permis des réalisations concrètes :

- **Réseau de fermes pilotes** : plus de 500 exploitations agricoles en France ont testé le plan d'action ClimaTerra, et une 100 aine d'exploitation a réalisé un accompagnement du plan d'action permettant de mesurer l'impact réel des leviers d'adaptation mis en place.
- **L'enseignement agricole comme vecteur** : 5 lycées agricoles "démonstrateurs" participent au projet. Ils servent de lieux d'expérimentation pour tester des leviers de résilience tout en sensibilisant les futurs agriculteurs.
- **Outils pour les conseillers** : Des fiches techniques, une boîte à outils, des témoignages agriculteurs et conseillers, des guides méthodologiques ("pas-à-pas") et des webinaires sont en cours de finalisation pour diffuser ces méthodes auprès de tous les conseillers du réseau des Chambres d'Agriculture.

Conclusion

ClimaTerra fournit aux agriculteurs et à leurs conseillers des outils robustes pour passer d'un constat d'aléa climatique à une stratégie de résilience. L'objectif final est de transformer ces méthodes expérimentales en un service d'accompagnement standardisé et accessible à l'ensemble du monde agricole français.

Documents :

<https://chambres-agriculture.fr/etre-accompagne/conseil/accompagnement-au-changement-climatique>

<https://rd-agri.fr/results?fullText=climaterra&manuel=false&page=0>

Contact : jean-dismas.delamonneraye@france.chambres-agriculture.f

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026

Le projet Clim'action DOM

Développer un conseil climatique dans les Chambres d'agriculture des DROM

*Intervenante : Gwendoline Cocquet, Conseiller Expert Outre-Mer (Chambres d'Agriculture France)**

I Éléments de contexte

Les départements et régions d'outre-mer ont longtemps été insuffisamment intégrés aux grandes stratégies nationales de lutte contre le changement climatique et d'adaptation de l'agriculture. Face à ce constat, un séminaire fondateur organisé au Gosier en 2023 a marqué une étape décisive : l'ensemble des acteurs présents a partagé de manière unanime la nécessité de faire front commun pour accompagner les agriculteurs ultramarins face aux effets déjà perceptibles des dérèglements climatiques.

Cet élan collectif a été renforcé par :

- la mobilisation des fonds de la planification écologique,
- et la confirmation, sur le terrain, de l'urgence d'agir, illustrée notamment par les cyclones Chido et Garance.

C'est dans ce contexte qu'est né Clim'ActionDOM, premier projet collectif inter-outre-mer dédié à l'accompagnement des agriculteurs face au changement climatique.

II. Le projet Clim'ActionDOM

Clim'ActionDOM constitue une première expérimentation structurante de conseil climatique dans les outre-mer. Il s'appuie sur une montée en compétences des réseaux consulaires et un accompagnement direct des exploitants agricoles.

À ce stade, le projet a permis :

- la sensibilisation et l'accompagnement de près de 1 000 agriculteurs sur 5 territoires ultramarins,
- la formation d'une vingtaine de conseillers,
- le déploiement de séquences de sensibilisation, en individuel ou en collectif,
- ainsi que des séquences d'accompagnement approfondi, avec une dominante « bas carbone ».

III. Enjeux et défis identifiés

Les enseignements tirés de cette première phase mettent en lumière plusieurs niveaux d'enjeux :

- À l'échelle des Chambres d'agriculture :
 - assurer une compréhension partagée du sujet au sein des établissements,
 - développer une culture commune (langage, définitions, référentiels),
 - garantir la transversalité entre services techniques et spécialisés.
- À l'échelle des conseillers :
 - favoriser l'appropriation des enjeux climatiques,
 - adapter et enrichir les outils de conseil aux réalités ultramarines.
- À l'échelle des agriculteurs :
 - susciter l'intérêt et l'adhésion,
 - démontrer la valeur ajoutée concrète du conseil climatique pour la résilience des exploitations.

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026

IV. Points de sortie et perspectives

Plusieurs résultats structurants sont attendus à l'issue de ce projet :

- La première synthèse nationale des effets du changement climatique ressentis par les agriculteurs ultramarins, fondée sur des retours de terrain consolidés.
- Un « T zéro » du conseil climatique en outre-mer, conçu comme un galop d'essai. Cette première étape vise à appuyer, auprès des pouvoirs publics, la nécessité d'une seconde phase permettant :
 - l'essaimage et la généralisation du dispositif,
 - l'intégration progressive du conseil climatique dans l'ensemble des étapes de la vie professionnelle des exploitants (installation, transmission, investissements, et à terme aides à la production).
- Un resserrement des liens avec Météo-France, en vue de co-construire des indicateurs agroclimatiques adaptés aux contextes ultramarins, destinés à alimenter les plans d'action concertés avec les agriculteurs.

V. Focus sur un projet connexe

En complément de Clim'ActionDOM, un projet spécifique est en cours de développement : le Guide de recommandations pré- et post-cycloniques à destination des acteurs du monde agricole ultramarin. Ce guide vise à renforcer l'anticipation, la gestion de crise et la capacité de rebond des exploitations face aux événements climatiques extrêmes, en cohérence avec les objectifs du conseil climatique.

Documents : [Actes du Séminaire agricultures ultramarines et changement climatique ENJEUX, TRANSITIONS, ADAPTATION](#)

Contact : gwendoline.cocquet@france.chambres-agriculture.fr

L'eau, un enjeu vital pour l'agriculture

Intervenante : Maria Elena Ramirez, Chargée de mission plaidoyer (Afdi)

Introduction : Une ressource vitale au cœur des contradictions

Maria Elena Ramirez a introduit le sujet de l'eau en soulignant sa nature paradoxale : c'est une ressource vitale, irremplaçable et reconnue comme un droit humain, mais c'est aussi un facteur de tensions croissantes, particulièrement dans les territoires ruraux. Pour l'agriculture, l'eau n'est pas seulement un intrant technique, c'est le pilier de la sécurité alimentaire et de la survie des exploitations familiales.

I. Les trois dimensions de l'eau

1. **L'eau comme ressource naturelle** : sa disponibilité est de plus en plus erratique à cause du changement climatique (alternance de pénuries sévères et de pluies torrentielles).
2. **L'eau comme technique** : l'accès dépend d'infrastructures (barrages, forages, systèmes d'irrigation) qui nécessitent des investissements et un entretien constant.
3. **L'eau comme droit et gouvernance** : qui a le droit de puiser ? Comment partager la ressource entre l'amont et l'aval ?

II. Les défis majeurs sur le terrain

Afdi a réalisé une enquête auprès de organisations paysannes de 7 pays pour mieux cerner les défis et les solutions proposées, elle révèle 3 défis majeurs :

- **La vulnérabilité des infrastructures** : beaucoup de systèmes d'irrigation dépendent des eaux de surface ou de pluies torrentielles, rendant les récoltes très précaires.
- **Le manque de moyens** : l'absence d'entretien des ouvrages hydrauliques et le coût élevé des pompes (souvent à essence) freinent le développement agricole.
- **Les conflits d'usage** : la rareté de l'eau crée des tensions entre les agriculteurs situés en amont (qui se servent en premier) et ceux en aval (qui subissent les pénuries), mais aussi entre l'agriculture, l'industrie et la consommation domestique.

III. Des solutions locales et collectives

Face à ces défis, Maria Elena Ramirez a souligné l'émergence de réponses locales prometteuses basées sur la gestion communautaire :

- **Les associations d'usagers de l'eau** : les producteurs se structurent pour gérer collectivement les infrastructures.
- **Le système des "tours d'eau"** : une organisation rigoureuse du temps d'irrigation pour assurer un accès équitable et régulier à tous les membres de la communauté.
- **La reconnaissance institutionnelle** : ces solutions locales ne peuvent durer sans un accompagnement technique et, surtout, des financements adaptés aux réalités de l'agriculture familiale.

Conclusion

L'intervention a rappelé que la question de l'eau est politique autant que technique. La résilience des exploitations passera par une meilleure gouvernance locale, capable de prévenir les conflits et de garantir une gestion durable de cette ressource qui devient, chaque jour, plus précieuse.

Contact : maria-elena.ramirez@afdi-opa.org

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026

Réhabilitation de l'accès à l'eau dans les parcelles dégradées à Madagascar

Exemple des actions menées avec Réseau SOA et ses OP membres

Intervenants : Fenomanana Rahelisoa, cheffe de projet Afdi à Madagascar Randriamitantoa Nirina, technicien de l'organisation paysanne VONONA, membre de Réseau SOA

Introduction : Réseau SOA et la lutte contre la dégradation des sols

Feno Rahelisoa a présenté l'action d'Afdi en appui à **Réseau SOA** dans la région de l'Itasy, à Madagascar. Dans un contexte de changement climatique marqué par une forte dégradation des terres, l'accès à l'eau est devenu l'axe prioritaire pour renforcer la résilience des exploitations familiales. L'objectif est de transformer des parcelles autrefois délaissées car "incultivables" en zones de production durables.

I. Une approche technique intégrée : aménagement et agroécologie

Nirina Randriamitantoa a détaillé la méthodologie mise en œuvre sur le terrain, qui repose sur une combinaison de génie civil et de pratiques agroécologiques :

- **La maîtrise de l'eau** : Réseau SOA soutient la réhabilitation d'infrastructures (canaux d'irrigation, d'infiltration) pour capter et distribuer l'eau plus efficacement vers les parcelles dégradées.
- **La restauration des sols** : l'aménagement paysager est conçu pour freiner l'érosion. Des dispositifs anti-érosifs et des techniques de conservation de l'humidité des sols sont déployés pour redonner vie à la terre.
- **La synergie agroécologique** : l'eau n'est pas gérée seule ; elle est associée à des pratiques comme le reboisement, la protection des bassins versants et l'utilisation de fertilisants organiques, créant un cercle vertueux de restauration de l'écosystème.

II. Les clés du succès : gestion collective et diffusion

Le succès de l'initiative à Madagascar repose sur deux piliers organisationnels :

1. **L'entretien communautaire** : pour garantir la pérennité des infrastructures, Réseau SOA met l'accent sur la gestion collective. Les membres de l'organisation paysanne s'organisent pour assurer l'entretien régulier des canaux et des points de captage.
2. **Le partage de savoir-faire** : la mise en réseau des paysans facilite la diffusion des bonnes pratiques. Les résultats obtenus sur les premières parcelles servent de vitrines pour convaincre d'autres agriculteurs d'adopter ces méthodes de résilience.

III. Défis et limites rencontrés

Malgré des résultats encourageants, les intervenants ont souligné plusieurs obstacles persistants :

- **L'investissement initial** : le démarrage des travaux nécessite une main-d'œuvre importante et des moyens financiers qui peuvent être lourds pour les agriculteurs familiaux.
- **La temporalité des résultats** : les bénéfices de la restauration des sols sont progressifs. Ce décalage entre l'effort fourni et les premiers résultats visibles peut parfois engendrer un découragement chez les paysans.

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026

- **La complexité foncière** : la sécurisation de l'accès à l'eau et les aménagements se heurtent parfois à des problématiques de propriété des terres, rendant la coordination entre exploitations indispensable mais complexe.

Conclusion

L'expérience malgache démontre que la réhabilitation de l'accès à l'eau est un levier puissant pour reconquérir des terres dégradées. Cependant, elle exige un accompagnement technique de proximité et une forte solidarité au sein de l'organisation paysanne pour surmonter les contraintes foncières et financières.

Contact : Feno RAHELISOA, cp_afdi-madagascar@afdi-opa.org

Gestion de l'eau et adaptation agricole face au changement climatique en Martinique

Intervenants : Jean-Daniel Martineau conseiller spécialisé gestion de l'eau (CA Martinique) et Yoges Louis-Sidney (Chargé de mission changement climatique) – Chambre d'Agriculture de la Martinique

Introduction : un territoire entre contraintes géographiques et climatiques

Jean-Daniel Martineau a présenté les enjeux spécifiques de la Martinique, une île de 1100 km² marquée par une forte diversité topographique. Le territoire est divisé entre un Nord montagneux et humide et un Sud plus plat et sec. L'agriculture y est dominée par les filières bananière et cannière, mais le maraîchage et l'élevage occupent également une place importante, tous dépendant d'un accès sécurisé à l'eau.

I. Les défis climatiques : sécheresses et instabilité

Le changement climatique bouleverse l'équilibre hydrique de l'île :

- **La multiplication des carêmes (saisons sèches) sévères** : les périodes de sécheresse sont plus longues et intenses, mettant en péril les cultures pluviales.
- **La gestion de la ressource** : l'essentiel de l'eau provient du Nord, et son acheminement vers les zones de production du Sud nécessite des infrastructures lourdes et coûteuses.
- **Les risques naturels** : en plus du manque d'eau, l'agriculture doit composer avec les risques cycloniques qui peuvent endommager les réseaux d'irrigation en quelques heures.

II. Un outil de diagnostic innovant : l'analyse de vulnérabilité

Pour accompagner les exploitants, la Chambre d'Agriculture teste et déploie un outil de diagnostic spécifique. Ce processus se déroule en plusieurs phases :

1. **Recueil de données** : une analyse approfondie de l'exploitation pour comprendre ses besoins en eau et ses équipements actuels.
2. **Mesure de la vulnérabilité** : l'outil permet d'identifier les principales forces et faiblesses de l'entreprise face aux aléas climatiques.
3. **Points de vigilance** : l'analyse fait ressortir des alertes spécifiques (ex: capacité de stockage insuffisante, dépendance excessive à un seul réseau).

III. Vers un plan d'action personnalisé

L'objectif final de cet accompagnement est l'élaboration d'un **plan d'action pour la résilience de l'entreprise**. Les solutions proposées sont concrètes :

- **Optimisation de l'irrigation** : mise en place de systèmes plus économes en eau (goutte-à-goutte, pilotage par sondes).
- **Stockage de l'eau** : création de retenues collinaires ou de citernes pour sécuriser l'apport durant les mois les plus secs.
- **Ajustement des pratiques** : choix de variétés plus tolérantes au stress hydrique ou modification des calendriers de plantation.

Conclusion : un déploiement prometteur

Le projet est actuellement en phase de test et de déploiement sur le territoire martiniquais. Jean-Daniel Martineau souligne que les premiers retours des agriculteurs sont très positifs. L'outil ne se contente pas de pointer les problèmes, il redonne de la visibilité aux chefs d'exploitation sur leur trajectoire climatique et facilite la prise de décision pour les investissements futurs.

Contact : jean-daniel.martineau@martinique.chambagri.fr
yoges.louis-sidney@martinique.chambagri.fr

La basse pression gravitaire

Une pression naturelle, une solution durable

Intervenants : Jean Bertrand (Responsable du service eau) et Chrystel Costa (chargée de mission Canaux) – Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Orientales (66)

Introduction : un climat méditerranéen qui s'extrémise

Jean Bertrand a présenté le contexte des Pyrénées-Orientales, territoire frontalier de l'Espagne. Le département fait face à un climat méditerranéen dont les caractéristiques s'accroissent : des périodes de sécheresse plus longues et une ressource en eau qui s'amenuise. Le défi est de taille : comment maintenir une agriculture performante (arboriculture, maraîchage, viticulture) alors que le patrimoine hydraulique historique, basé sur des canaux gravitaires, n'est plus adapté aux contraintes actuelles.

I. Le patrimoine des canaux : de la tradition à la modernisation

Le département possède un réseau dense de canaux gravitaires, héritage d'une agriculture gourmande en main-d'œuvre.

- **Le problème** : l'arrosage gravitaire traditionnel (par submersion ou à la raie) consomme beaucoup d'eau et de temps.
- **La solution** : transformer ces réseaux pour permettre une irrigation "sous pression" tout en conservant l'énergie naturelle offerte par la pente.

II. L'innovation technique : le réseau basse pression gravitaire

Chrystel Costa a détaillé une solution technique innovante et peu coûteuse : le passage à la basse pression.

- **Le principe** : utiliser le dénivelé naturel du terrain pour mettre l'eau sous pression dans des tuyaux, sans avoir recours à des pompes électriques gourmandes en énergie.
- **L'expérimentation** : le projet prévoit l'installation de micro-centrales hydroélectriques sur les canaux pour alimenter des systèmes de filtration et des électrovannes à piles.
- **L'avantage** : ce système permet de passer au "goutte-à-goutte" ou à la micro-aspersion. On utilise ainsi **moins d'eau, moins de main-d'œuvre et zéro énergie fossile**.

III. Une gestion simplifiée et automatisée

L'un des points forts de cette approche est la facilité de mise en œuvre :

- **Automatisation accessible** : l'utilisation d'électrovannes à piles (autonomie d'un an) permet de mettre en place des "tours d'eau" automatiques sur de larges secteurs.
- **Coût réduit** : en profitant de la pente et en évitant les infrastructures de pompage lourdes, ces solutions sont économiquement viables pour les agriculteurs.
- **Adaptabilité** : cette méthode est particulièrement pertinente pour les zones de montagne ou de piémont où la topographie permet de générer naturellement la pression nécessaire.

Conclusion

En conclusion, l'expérience des Pyrénées-Orientales montre qu'il est possible de moderniser un patrimoine ancien pour répondre aux enjeux de demain. En adaptant les canaux gravitaires aux techniques d'irrigation localisée, les agriculteurs gagnent en résilience climatique tout en préservant la ressource en eau et leur temps de travail.

Contact : j.bertrand@pyrenees-orientales.chambagri.fr

c.costa@pyrenees-orientales.chambagri.fr

Adaptation au changement climatique en Afrique, dans les DOM et en France hexagonale

20 janvier 2026

Conclusion

De l'expérimentation à la généralisation des stratégies de résilience

Les riches échanges de ce webinaire démontrent que, face à l'accélération du dérèglement climatique, le monde agricole est passé d'une phase de constat à une phase d'action. La diversité des interventions, couvrant aussi bien l'Afrique de l'Ouest et Madagascar que l'Hexagone et les DROM, souligne une convergence de solutions autour de trois axes de progrès majeurs :

Un impératif de proximité et de co-construction

La réussite des stratégies d'adaptation repose sur l'ancrage territorial. Qu'il s'agisse de la phase de "parole paysanne" au Togo ou des 50 fermes pilotes du projet Climaterra en France, la méthode participative est le seul gage d'appropriation. En incluant les femmes, les jeunes et les futurs agriculteurs via l'enseignement agricole, les projets s'assurent que les solutions techniques sont aussi des innovations sociales pérennes.

La force du collectif et de l'institutionnel

L'action individuelle ne peut suffire face à l'ampleur des risques. Le renforcement des organisations paysannes (OP) et des Chambres d'Agriculture apparaît comme le levier indispensable pour :

- **Structurer le conseil** : Transformer les données scientifiques et météo-climatiques en outils d'aide à la décision opérationnels (indicateurs Climadiag, guides post-cycloniques).
- **Mutualiser les ressources** : Développer une gestion communautaire de l'eau, comme les "tours d'eau" ou l'entretien collectif des infrastructures à Madagascar et dans les Pyrénées-Orientales.
- **Plaider pour le financement** : Transformer les diagnostics de vulnérabilité en plans d'action "bancables" pour mobiliser les bailleurs et les investissements publics.

Vers un nouveau modèle agricole résilient

La finalité de ces travaux n'est pas seulement de protéger l'existant, mais de transformer durablement les systèmes de production. En privilégiant l'agroécologie, la sobriété énergétique (basse pression gravitaire) et la santé des sols, l'agriculture se positionne non plus comme une victime du changement climatique, mais comme une actrice majeure de la résilience des territoires.

L'enjeu est maintenant de transformer ces démarches expérimentales en services d'accompagnement standardisés, accessibles à tous les agriculteurs.

Les contacts

	Organisme	Fonction	Contact mail
Florence CORREA	CDA France	Chargée de mission	florence.correa@france.chambres-agriculture.fr
Flore FERRARO	Afdi National	Chargée de mission	flore.ferraro@afdi-opa.org
Albert DOSSOU-TOGBÉ	Afdi / Togo	Chargé de mission Togo	cm.togo@afdi-opa.org
Jean Dismas de la Monneraye	CDA France	Pilote projet Climaterra	jean-dismas.delamonneraye@france.chambres-agriculture.fr
Gwendoline COQUET	CDA France	Service Stratégie Outre-mer	gwendoline.cocquet@france.chambres-agriculture.fr
Maria Elena RAMIREZ	Afdi National	Chargée de mission	maria-elena.ramirez@afdi-opa.org
Feno RAHELISOA	Afdi Madagascar	Chef de projet	cp_afdi-madagascar@afdi-opa.org
Nirina RANDRIAMITANTSOA	Vonona, Réseau SOA	Technicien de proximité	nirina.randriamitantso@gmail.com
Jean-Daniel MARTINEAU	Chambre Agri. Martinique	Conseiller gestion de l'eau	jean-daniel.martineau@martinique.chambagri.fr
Yoges LOUIS SIDNEY	Chambre Agri. Martinique	Chargé de mission Climat	yoges.louis-sidney@martinique.chambagri.fr
Jean BERTRAND	Chambre Agri. PO (66)	Responsable service Eau	j.bertrand@pyrenees-orientales.chambagri.fr
Chrystel COSTA	Chambre Agri. PO (66)	Chargée de mission Canaux	c.costa@pyrenees-orientales.chambagri.fr



ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE, DANS LES DOM ET EN FRANCE HEXAGONALE

Webinaire du 20 janvier 2026

Produit par (direction / service) : Service STOM
A destination de :
Version : 30 janvier 2026
Date de parution : Février 2026
Accès Opéra Connaissances :